

500-01-38816-101  
(Seq 003) 26 Jan 15  
Th

CANADA

**COUR DU QUÉBEC**  
(Chambre criminelle)

PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO : 500-01-038816-101

**SA MAJESTÉ LA REINE**

Poursuivante

c.

**STÉPHANE HARBOUR (séqu. 003)**

Accusé

---

**EXPOSÉ CONJOINT DES FAITS (art. 724 C.cr.)**  
724

---

LES FAITS SUIVANTS SONT TENUS POUR AVÉRÉS PAR LES PARTIES POUR LES FINS DU PRÉSENT EXPOSÉ CONJOINT ET L'ACCUSÉ RECONNAÎT QUE LES FAITS SONT À SA CONNAISSANCE PERSONNELLE.

**LES PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ**

L'accusé, Stéphane Harbour, enregistre des plaidoyers de culpabilité aux chefs d'accusation suivants :

**-Chef 1 :** « Concernant Yves MAILHOT (001), Jean-Claude PATENAUE (002), Stéphane HARBOUR (003) : Entre le 1<sup>er</sup> février 2005 et le 11 octobre 2007, à Montréal, district de Montréal, ont comploté ensemble afin de commettre des actes criminels, soit : Des fraudes, commettant ainsi l'acte criminel prévu à l'article 465(1)c) du Code criminel. »

**-Chef 8 :** « Concernant Jean-Claude PATENAUE (002), Stéphane HARBOUR (003) : Entre le 14 février 2006 et le 16 mai 2007, à Montréal, district de Montréal, ont fait des faux documents, soit : Des

factures de cours d'anglais, les sachant fausses, avec l'intention qu'elles soient employées ou qu'on leur donne suite comme authentiques, commettant ainsi l'acte criminel prévu à l'article 367a) du Code criminel. »

**-Chef 9 :** « Concernant Jean-Claude PATENAUDE (002), Stéphane HARBOUR (003) : Entre le 14 février 2006 et le 16 mai 2007, à Montréal, district de Montréal, sachant que des documents étaient contrefaits, soit : Des factures de cours d'anglais, s'en sont servi, traité ou ont agis (sic) à son égard comme si ces documents étaient authentiques, commettant ainsi l'acte criminel prévu à l'article 368(1)a)c) du Code criminel.»

**-Chef 10 :** « Concernant Jean-Claude PATENAUDE (002), Stéphane HARBOUR (003) : Entre le 14 février 2006 et le 16 mai 2007, à Montréal, district de Montréal, par la supercherie, le mensonge ou autre moyen dolosif, ont frustré la ville de Montréal (arrondissement d'Outremont), d'une somme d'argent, d'une valeur ne dépassant pas 5000,00\$, commettant ainsi l'acte criminel prévu à l'article 380(1)b)(i) du Code criminel.»

## **LES FAITS**

1. En novembre 2001, monsieur Stéphane Harbour est élu, une première fois, maire de l'arrondissement Outremont et sera en poste, suite à sa réélection en novembre 2004, jusqu'à sa démission le 11 octobre 2007.
2. Il détenait tous les pouvoirs dévolus à ces fonctions qui sont prévus à la Charte de la ville de Montréal ainsi que, de façon supplétive, à la Loi sur les cités et villes.
3. Pour l'année financière 2007, la rémunération prévue de monsieur Harbour, compte tenu de ses assignations, devaient être les suivantes :
  - Conseiller de la ville de Montréal : \$48 082
  - Maire d'arrondissement Outremont : \$10 685
  - Président du Comité Consultatif d'Urbanisme : \$3205
  - Président Commission sur les Grands Équipements et les Activités d'Intérêts d'Agglomération : \$15 000

- Membre du conseil de la Communauté métropolitaine de Montréal : \$10 000
  - Membre du comité exécutif de la Communauté métropolitaine de Montréal : \$10 000
  - Allocation maximale de dépenses : \$14 018 (non-imposable)
  - Total : \$ 110 990
4. En 2007, la rémunération payée à Monsieur Harbour a été de l'ordre de 87 115\$ à laquelle s'est ajoutée une allocation de dépenses de 14 018\$ (non-imposable) pour un traitement total de 101 133,00\$ compte tenu de sa démission le 11 octobre.
  5. Suite à l'élection de novembre 2001, monsieur Jean-Claude Patenaude (co-accusé) a été engagé à titre de conseiller politique auprès de monsieur Stéphane Harbour.
  6. Par la suite, monsieur Yves Mailhot (co-accusé) a été engagé à titre de directeur-général de l'arrondissement Outremont
  7. En février 2006, le maire Stéphane Harbour a décidé de suivre des cours d'anglais.
  8. La preuve révèle qu'à cette même période, des vérifications préalables ont été effectuées par Jean-Claude Patenaude auprès du département des ressources humaines. Ces vérifications auraient révélé que :
    - M. Patenaude était admissible à des cours d'anglais selon les documents relatifs aux conditions et avantages de la ville de Montréal;
    - il devait y avoir une résolution du conseil d'arrondissement afin de permettre le paiement desdites leçons d'anglais au maire.
  9. Après certaines démarches par l'adjointe de M. Harbour, des cours lui ont été dispensés dans les bureaux de l'arrondissement.
  10. Les leçons se sont étalées du 14 février 2006 au 16 mai 2007, plus particulièrement sur quarante-et-une (41) séances d'une durée d'une heure chacune.
  11. Lors de la première rencontre avec la professeure, en date du 14 février 2006, Stéphane Harbour a remis un chèque à son nom afin de payer la leçon.

12. Cependant, lors de la seconde leçon, en date du 23 février 2006, il a demandé à la professeure de préparer les factures au nom de Jean-Claude Patenaude.<sup>1</sup>
13. Suite à cette demande, toutes les factures ainsi que tous les documents reliés ont été préparés de telle façon que les cours d'anglais étaient imputés au dossier de Jean-Claude Patenaude pour l'ensemble des documents administratifs détenus par l'arrondissement.<sup>2</sup>
14. L'ensemble des sommes déboursées par l'arrondissement à ce niveau s'élèvent à 1870,34\$.<sup>3</sup>
15. De plus, Stéphane Harbour a demandé à Yves Mailhot, Directeur-général, d'imputer deux factures de repas, préalablement payées par lui-même, à son compte de dépenses et de le rembourser.<sup>4</sup>
16. Ces dépenses auraient été encourues alors que monsieur Harbour a participé à deux rencontres visant à faire avancer des dossiers relatifs à l'arrondissement dans lesquels monsieur Mailhot était impliqué.<sup>5</sup>
17. Ces dépenses proviennent de deux (2) repas consommés dans des restaurants de l'arrondissement.<sup>6</sup> Ces dépenses s'élèvent à environ 200\$.<sup>7</sup>
18. En mai 2007, une enquête administrative était demandée par le vérificateur-général de la ville de Montréal relativement à l'administration de l'arrondissement Outremont.
19. La firme KPMG a été mandatée à cette fin.
20. Après le début de l'enquête administrative, Stéphane Harbour a demandé un avis à un fonctionnaire afin de savoir s'il était admissible à suivre des leçons d'anglais aux frais de l'arrondissement. Le fonctionnaire lui a indiqué qu'il serait préférable de demander une opinion juridique à ce sujet.
21. En date du 19 juillet 2007, monsieur Harbour a remboursé les dépenses liées aux cours d'anglais et imputées à la ville de

---

<sup>1</sup> Chefs 1, 8, 9, 10.

<sup>2</sup> Chefs 1, 8, 9, 10.

<sup>3</sup> Chefs 1, 8, 9, 10.

<sup>4</sup> Chefs 1 et 10.

<sup>5</sup> Cette information provient de la déclaration de type KGB fournie par monsieur Harbour lors de son arrestation relativement au présent dossier survenue le 26 avril 2010.

<sup>6</sup> Chefs 1 et 10.

<sup>7</sup> Chefs 1 et 10.

Montréal (Arrondissement Outremont), soit un montant de 2191,59\$;

22. Monsieur Harbour a volontairement rencontré les représentants de la firme KPMG le 3 août 2007 et a admis :
  - qu'il avait demandé au professeur d'anglais d'émettre les factures à l'ordre de Jean-Claude Patenaude;
  - qu'il avait demandé le remboursement de deux factures de restaurant à M. Mailhot totalisant un montant d'environ 200\$.
23. Le 11 octobre 2007, il a remis sa démission.
24. L'accusé Stéphane Harbour reconnaît avoir lu et compris l'ensemble du présent document.

Et les parties ont signé, à Montréal, ce 26 janvier 2015

  
\_\_\_\_\_  
Stéphane HARBOUR, accusé

  
\_\_\_\_\_  
Me Nadine Touma

Procureure de Stéphane HARBOUR

  
\_\_\_\_\_  
Me Claude Dussault

Procureur aux poursuites criminelles et pénales